

CONGO-AFRIQUE
XXXVIIIe Année - N° 327

REGARDS SUR LES TEMPS ACTUELS :
Le pot aux roses

Par

VATA Diambanza s.j.

Septembre 1998

«Sommes-nous préparés à accepter le défi du crapaud qui veut avaler l'éléphant?»

En quelques jours, au lendemain de l'agression des troupes rwandaises contre la République démocratique du Congo, le Président Laurent-Désiré Kabila est passé, sans transition, de l'indignation à l'insulte. Sa réaction aura été à la mesure même de sa désillusion. Face à la félonie de ses alliés d'hier, «Mzee» a été bien le premier à se mordre les doigts. Réveillé douloureusement d'un sommeil cauchemardesque, il a fait, ce 13 jeudi août 1998, ce qu'aurait fait tout chef de l'Etat dans sa situation: jouer sur la corde sensible du nationalisme. Mobiliser un peuple qui n'a jamais accepté ni entériné l'invasion du territoire national par des forces armées étrangères alliées à l'AFDL. Un peuple qui supportait de plus en plus mal la présence des «frères» se conduisant comme en pays conquis et «des compatriotes trop différents» aux commandes de l'Etat. Du coup, sa cote de popularité, qui était au plus bas il y a un mois, a sensiblement monté.

Galvaniser l'unité de tous les Congolais

A présent que le peuple a découvert le pot aux roses des accords de Lemera et de l'Alliance qu'ils ont engendrée, et maintenant qu'il est clairement établi qu'il ne s'agissait, ni plus ni moins, que d'un mariage de raison, d'une association d'intérêts, le Président de la République devrait tirer toutes les conséquences politiques qui s'imposent, par rapport à la situation interne du pays. Tout indique, en effet, que l'AFDL, comme mouvement politique fédérateur, n'a jamais existé. Il faudrait donc que, capitalisant la confiance et le soutien populaire que lui a valu sa réaction nationaliste, Laurent-Désiré Kabila s'attelle à galvaniser l'unité de tous les Congolais en ce moment dramatique de l'histoire de la patrie, et à tendre la main à tous ceux qui aiment réellement ce pays, veulent défendre sa souveraineté et travailler à son développement. Une nation divisée en elle-même est incapable de se défendre contre l'agression extérieure. Quoi qu'il arrive, l'unanimité actuelle est un bouclier solide contre toute tentative de balkanisation du territoire national.

Les Congolais ne doivent pas se laisser abuser par des politiciens en mal de popularité, qui tenteraient de récupérer leur élan nationaliste pour gagner par la démagogie ce qu'ils n'auraient jamais espéré obtenir par la voie des urnes. Qu'on se rassure: «le crapaud» ne s'avisera jamais d'avalier «l'éléphant». Il n'en a pas les moyens et, même s'il en avait envie, la loi du plus grand nombre l'en dissuaderait et il renoncerait au suicide. Il est donc inutile de continuer à agiter l'idée de la constitution du fameux «empire hima» comme un épouvantail devant un peuple déterminé qui - en dépit de sa colère, de son indignation et, même de l'avancée des agresseurs -, est, jusqu'à ce jour, demeuré serein. Ne pas se laisser distraire pendant que les Forces armées congolaises se dédient totalement à la défense de la patrie en danger, le peuple congolais, armé ou pas, ne doit pas se laisser distraire, ni désertier le front du combat pour la démocratie et le développement. Des décennies de dictature ont maintenu le Congo dans les méandres de l'indigence. Il faut éviter qu'une série de «guerres de libération» fasse du scandale géologique tant vanté un scandale tout court, c'est-à-dire un monument de misère et de pauvreté. En 38 ans d'indépendance, beaucoup a été détruit et très peu a été construit. N'avons-nous rien d'autre à léguer aux générations futures, sinon les ruines et les cimetières? Faire de ce merveilleux pays un paradis terrestre dépend beaucoup de nous. C'est pourquoi, s'il existe

quelque part une issue pacifique à ce nouveau conflit armé - et il devrait en exister une -, nos dirigeants feraient mieux de la choisir. Cela nous permettrait de faire l'économie de nos précieuses ressources financières et humaines, nécessaires à la reconstruction nationale. A côté de la défense de l'intégrité territoriale, notre devoir sacré, c'est aussi de ne pas galvauder les richesses héritées de nos aïeux. En rendant au Congo sa prospérité d'antan et à son peuple sa dignité et son droit au bonheur, nous aurons démontré, à nous-mêmes et à la face du monde, que le sous-développement n'est pas une fatalité.

Il n'y a, de toutes les façons, pas d'autres solutions à cette guerre qui s'internationalise dangereusement que la négociation. A court terme, le Rwanda et l'Ouganda seront mis à l'index, les Banyamulenge se seront aliénés le reste de la communauté nationale et Kabila, hier peu populaire, aura vu sa cote monter dans l'opinion congolaise. A long terme, plus rien ne pourra être comme avant dans les rapports entre les Congolais et leurs voisins Rwandais et Ougandais: le sang des innocents a de nouveau coulé, l'agression a fait le lit d'une animosité orchestrée contre les Tutsi, et les plaies ouvertes mettront du temps à se cicatriser.

Donner la parole aux habitants du Grand Kivu,

La question de la nationalité a toujours été un élément détonateur de l'insurrection dite des Banyamulenge dans le Kivu. Nous pensons qu'il est temps que l'on cesse d'évoquer ce prétexte, que l'on arrête de reposer cet épineux problème, sinon pour le résoudre d'une manière définitive par le droit. Pourquoi ne donnerait-on pas, une fois pour toutes, l'occasion aux habitants du Grand Kivu de s'exprimer, de s'asseoir pour voir comment ils entendent vivre ensemble, dans le contexte particulier qui est le leur, et dans le cadre plus large de la région des Grands Lacs?

Jusqu'alors, bien des gens ont parlé en leur nom et ont, parfois, dans la précipitation, proposé des solutions bancales. Il serait mieux qu'on les entende eux, les premiers concernés. Quels que soient les résultats de la consultation et des concertations, il faudra éviter des palliatifs, des solutions de complaisance, des «amputations» ou des «greffes» qui se sont révélées désastreuses ailleurs. Il s'agit d'une coexistence à long terme. Et cela ne peut partir des bases fragiles. La nationalité va au-delà d'un simple décret d'octroi de la citoyenneté. Elle suppose, à la racine, un profond sentiment d'appartenance à un groupe social, à une nation. Si l'ombre de mon frère me fait peur et m'empêche de dormir, cela veut dire que je n'ai jamais été vraiment son frère

Notre foi à l'épreuve du déshonneur

Il serait outrageant et malhonnête de minimiser ou, tout simplement, de nier la douleur et le désappointement du peuple congolais blessé au vif dans sa fierté. Et il serait également injuste de ne pas comprendre sa colère. Mais, il serait, par ailleurs, criminel de manipuler ces sentiments légitimes, afin de semer le grain de xénophobie, de distiller la haine raciale ou tribale.

Aujourd'hui, et plus encore dans les jours à venir, il sera de plus en plus difficile de vivre en bons chrétiens. Notre foi, soumise à l'épreuve du déshonneur, nous interpelle déjà et nous pousse à poser, sans hypocrisie, la question fondamentale: «Qui est mon prochain, dans la situation présente?» Le Christ, en son temps et pour tous les temps, avait déjà répondu à cette même question en ces termes: «Un homme descendait de Jérusalem à Jéricho,...» (Luc 10,29-37). Comme modèle de comportement, dans le contexte actuel, il ne nous sera pas donné d'autre

exemple que celui du bon Samaritain. Mais, pour le mettre en pratique, l'amour qui est en nos coeurs devrait brûler plus fort que la haine, et nous devrions, nous-mêmes, prendre le risque de la différence.

VATA Diambanza s. j.